

Les conditions préalables au développement des études du Canada

Benoît Robert

université laval

directeur associé de la fondation d'études du canada

The author of this article has been involved in education through the Canada Studies Foundation for over six years. Professor Robert begins with a description and definition of the Canada Studies Foundation, whose objectives and mode of operation are unique on the educational scene in Canada. The second — and most important — part of the article deals with the prerequisites for the development of Canadian studies: the mutual respect, tolerance, and feelings of equality which must animate teachers and students from all parts of the country. This is the task that the Canada Studies Foundation has been tackling for the last six years with very real — if not spectacular — success. The author sees similarities between the CSF objectives for Canada and those of UNESCO, in which Canada is playing such a visible role.

Le thème que vous avez choisi pour votre colloque (“Le défi canadien: le temps d’une décision”) m’apparaît très globalisant et j’imagine qu’un tel sujet est loin d’être univoque. Qu’on vienne de l’ouest, du centre ou de l’est du Canada, qu’on soit francophone ou anglophone, il semble évident que le défi canadien revêt plusieurs facettes. Je suis tenté de suggérer “défis au Canada,” défis étant au pluriel, bien entendu.

Les défis au Canada sont de tous ordres et ils n’ont pas toujours les mêmes résonnances. Prenons comme exemple le problème écologique: l’Ontario, qui est la province la plus industrialisée et la plus peuplée, semble attacher aux problèmes de l’environnement une importance plus grande. Je ne suis pas certain que la préoccupation “conservationniste” de cette province ait la même emprise dans les Maritimes. Le nationalisme économique qui se développe de plus en plus dans l’Ontario industrialisé n’a pas les mêmes implications en Alberta, ni même au Québec, et cela s’explique: l’Ontario a atteint une maturité économique qui lui permet d’être assez forte pour restreindre et contrôler l’investissement étranger tandis que d’autres provinces n’ont pas encore atteint cette maturité économique; elles estiment donc avoir besoin de beaucoup d’investissements étrangers. Il nous faudra relever avec beaucoup d’intelligence bien d’autres défis dans ce pays. En voici quelques exemples:

- Comment se fait-il qu'un pays comme le Canada, qui est potentiellement si riche, ne réussisse pas à faire vivre convenablement nombre de ses citoyens?
- Comment se fait-il qu'un pays comme le Canada qui, à l'échelle internationale, est reconnu comme un pays de grande tolérance, n'a encore rien compris, ou si peu, aux aspirations profondes du peuple du Québec?
- Comment se fait-il qu'un pays comme le Canada, reconnu comme un pays de grande compréhension internationale, souventes fois détruit, avec l'aide des provinces, les genres de vie des Indiens et des Inuits?
- Comment se fait-il qu'un pays comme le Canada, avec sa réputation de grand conciliateur international, ne réussisse pas à créer à l'intérieur de ses frontières des cadres où le dialogue, la compréhension, le respect entre les gens pourraient devenir une réalité?

Bien sûr que notre planète est aux prises avec des problèmes de taille, partant de la surpopulation en passant par le sous-développement et les inégalités de toutes sortes pour aboutir au déséquilibre écologique et aussi à la possibilité d'un cataclysme atomique. Si ces problèmes sont réels, et ils le sont, nous devons nous unir pour trouver des solutions efficaces; il n'en demeure pas moins que le Canada a les siens et qu'il ne faudrait pas, sous prétexte de régler les problèmes du monde, oublier les nôtres. D'ailleurs, les efforts que nous faisons sur le plan international sont bien en deçà de nos capacités réelles.

Le but de mon exposé d'aujourd'hui n'est pas de vous entretenir des défis mentionnés plus haut. Je veux avant tout vous parler d'une expérience que j'ai vécue dans le domaine de l'éducation dans le cadre de la Fondation d'études du Canada. Ce organisme d'animation en éducation a, depuis sa formation, relevé plusieurs défis d'importance avec des moyens réduits, compte tenu des tâches à accomplir.

La Fondation d'études du Canada a été instituée en 1970 pour pallier à un certain nombre de problèmes en éducation que je considère d'envergure. Son institution partait de la constatation que les études sur le Canada, dans nos écoles secondaires, étaient fort peu et mal développées et que par conséquent, une réforme s'imposait.¹

On aurait pu au niveau de chaque province rendre obligatoires des cours en études canadiennes; l'Ontario vient d'ailleurs de faire ce geste et le Québec, d'une façon expérimentale, vient de rendre l'histoire "nationale" obligatoire. Si de telles actions de la part des Ministères de l'Éducation peuvent être louables, il n'en demeure pas moins que, pour réaliser des programmes d'études canadiennes, il fallait commencer par la base, c'est-à-dire *les enseignants*. J'ai l'impression que dans les réformes de nos divers programmes d'études, on n'a pas toujours tenu compte de ceux à qui la société a donné pour mandat d'instruire nos élèves. D'ailleurs, nombre d'échecs dans plusieurs projets qui ont été fort louables au début, s'expli-

quent par une préparation inadéquate des enseignants et par leur désintéressement vis-à-vis de tels projets.

Depuis ces cinq dernières années, il m'a été donné de connaître plusieurs équipes d'enseignants à travers le pays. Il y a toujours, dans la plupart des milieux, un manque manifeste de compréhension et de connaissance du Canada, de son histoire, de sa géographie et de ses problèmes sociaux et politiques. Il serait trop facile de vouloir expliquer cet état de fait par la dichotomie linguistique. Cette barrière de la langue, qui est réelle dans bien des cas, n'est qu'un facteur secondaire puisque cette ignorance existe tout autant à l'intérieur même des deux groupes linguistiques.

Comment pouvons-nous modifier des attitudes chez les étudiants, si on oublie ceux qui passent deux cents jours par année avec eux, les enseignants? Les responsables de la Fondation ont compris la très grande importance de l'enseignant comme principal agent de correction des graves lacunes qu'ont les jeunes vis-à-vis leur région, leur province et leur pays.

Partant du fait que l'enseignant constitue la base même d'opération de la Fondation, on peut diviser les grands objectifs de la FEC en sept domaines principaux:

- a) mettre toutes les ressources possibles dans le but d'améliorer les connaissances sur le Canada au niveau élémentaire et, tout spécialement, aux niveaux secondaire et collégial;
- b) encourager le monde de l'éducation au Canada à mieux échanger sur des thèmes de pertinence canadienne;
- c) alimenter les divers niveaux d'enseignement en études du Canada par un matériel didactique nouveau;
- d) élaborer non seulement un matériel didactique de haute valeur, mais aussi un matériel ayant un contenu illustrant les problèmes de la société canadienne actuelle;
- e) encourager par de multiples moyens une meilleure compréhension interrégionale;
- f) développer chez les Canadiens de diverses provinces et régions les qualités civiques d'un peuple évolué, que sont le *respect* les uns pour les autres et le sentiment d'*égalité* des divers groupes;
- g) permettre et encourager par plusieurs moyens le dialogue entre étudiants et enseignants des secteurs francophone et anglophone.

Comment fallait-il faire pour impliquer divers groupes d'enseignants dans la Fondation dans un pays s'étendant de Saint-Jean, Terre-Neuve à Victoria? C'était un défi de taille qui n'a été relevé que partiellement, mais fort convenablement, compte tenu de la réalité canadienne elle-même. Ainsi avons-nous vu plusieurs groupes d'enseignants s'intégrer dans le Projet Canada-Ouest, d'autres aux Projets Laurentiens; les provinces atlantiques ont emboîté le pas par la suite.

Cette première phase (1970-75) de la Fondation a été financée en grande

partie par des fonds privés. Des groupes institutionnels: universités, conseils scolaires, fédérations d'enseignants ont aussi, d'une façon indirecte, contribué au financement de la Fondation.

Les activités des divers groupes d'enseignants ont été principalement axées sur la production de matériel d'enseignement touchant les divers domaines des sciences sociales avec une forte tendance historique et géographique.² Un certain matériel a fait l'objet de publication commerciale tandis qu'un autre matériel constitue une banque méthodologique pouvant servir à la consultation ou à une publication restreinte. L'ensemble du matériel déjà produit est considérable et déjà une première génération d'enseignants a acquis une expérience unique durant cette phase première de la Fondation.

Plusieurs mini-conférences, colloques et séminaires ont été organisés dans presque toutes les régions au Canada. Ces types d'activités incluaient aussi des personnes extérieures à la Fondation. Non seulement ces séminaires permettaient-ils une certaine dissémination du produit, mais ils étaient aussi une occasion assez unique de perfectionnement des enseignants. La Fondation, soutenue par le Secrétariat d'Etat, a encouragé plusieurs échanges d'étudiants dans le cadre de divers projets.

La question qu'on peut se poser maintenant est celle-ci: La Fondation a-t-elle réalisé ses objectifs durant sa première phase?

Selon une évaluation globale de la Fondation faite par une équipe de spécialistes externes, il semble que l'ensemble des objectifs décrits antérieurement ait été atteint.³ Les résultats des questionnaires et des interviews démontrent que l'ensemble des enseignants impliqués dans les divers projets de la Fondation a retiré beaucoup de profit, tant du côté d'une meilleure professionnalisation que d'un point de vue individuel. Plusieurs déclarent qu'ils sont devenus de meilleurs enseignants, plus conscients de ce qu'ils font et capables de mieux motiver les élèves.

Il semble aussi que la coopération interprovinciale en éducation se soit développée; du moins certaines portes se sont entrouvertes, ce qui permettra de mieux étendre cette compréhension interrégionale. Si la Fondation a été fort active, il semble que ses activités n'ont pas eu tout le rayonnement souhaité dans les autres milieux d'éducation. Le matériel produit localement n'a pas toujours eu l'impact désiré dans les autres régions au Canada. La transférabilité du matériel d'enseignement d'une région à une autre sera considérée comme fort importante pour la Fondation dans sa phase 2.

Les résultats de la phase 1 ont été assez concluants pour que le Conseil des ministres de l'Education de l'ensemble des provinces et le Secrétariat d'Etat acceptent de prendre la relève pour le financement de la phase 2.

Les deux grands thèmes d'études retenus pour cette phase 2 sont:

(1) Le Canada, une société à la technologie avancée, (2) Le Canada, un espace différencié.⁴

De pareils thèmes sont très vastes et peuvent permettre à plusieurs groupes d'enseignants de choisir des sous-thèmes qui s'intégreront à ceux mentionnés plus haut. La plupart des disciplines des sciences humaines et des humanités pourront venir aider, par leurs diverses approches, à mieux alimenter et à développer ces deux grands thèmes.

Il y a d'ailleurs place pour plusieurs autres groupes. Dans les limites des disponibilités budgétaires, on accordera des fonds aux projets qui offriront les meilleures garanties de succès et qui répondront le mieux aux objectifs de la Fondation. Les langues de travail seront l'anglais et le français. Les groupes mixtes travailleront dans les deux langues officielles du Canada. Nous désirons former quelques projets pour les Amérindiens et les Inuits. Le respect de leur culture sera à la base de nos préoccupations.

Si l'un des objectifs de cet exposé a été de vous donner une image de la Fondation pouvant relever certains défis, il est maintenant temps de vous entretenir un peu plus longuement sur quelques problèmes plus particulièrement canadiens et qui s'intégreront sous la rubrique suivante: *la compréhension au Canada*.

Si le développement de la compréhension internationale est l'un des principaux objectifs d'un organisme comme l'UNESCO, je crois pouvoir affirmer qu'il en est de même de la Fondation au niveau du Canada, i.e. encourager une meilleure compréhension interrégionale.

La Canada participe activement à l'UNESCO et je crois qu'il le fait avec conviction et beaucoup de désintéressement. Encore aujourd'hui sa réputation est bonne, autant chez les pays industrialisés que chez ceux en voie de développement, pour les efforts qu'il fait pour encourager la réalisation et l'actualisation des objectifs de cet organisme international. Par contre, à l'intérieur de son propre espace, le Canada a très peu réussi à appliquer les objectifs qu'il défend à l'échelle internationale. Non qu'il ne se soit pas fait d'efforts louables, mais les résultats escomptés ne se sont pas ou peu réalisés.

Est-ce que nos jeunes aujourd'hui connaissent mieux que ceux d'hier l'histoire, la géographie et les problèmes de leur pays, de leur province, de leur région?

Est-ce que nos enseignants connaissent bien cet immense espace si diversifié qu'est le Canada? Sont-ils plus conscients de l'impact de la technologie sur un pays comme le nôtre?

Est-ce que le corps enseignant et les élèves ont une meilleure intelligence des problèmes de leur pays? Est-ce que le sentiment de respect qui les anime est réel?

Est-ce que le monde de l'éducation a assez d'ouverture d'esprit pour pouvoir réaliser qu'un pays comme le Canada renferme des contraires, sinon des contradictions, que ce n'est pas un pays unitaire et que son existence ne tient qu'à la volonté des provinces qui l'ont constitué?

Et maintenant, quelles seraient les conditions de base essentielles pour réaliser cet objectif de compréhension interrégionale ou interprovinciale?

Dans toute activité rassemblant des individus et des groupes de régions et de langues différentes — et par surcroît des gens du domaine de l'éducation — la qualité première qui doit animer ces gens est le *respect*. Afin que ce mot ne porte pas à confusion, il serait bon de le définir: c'est un "sentiment qui porte à accorder à quelqu'un une considération admirative, en raison de la valeur qu'on lui reconnaît, et à se conduire envers lui avec réserve et retenue, par une contrainte acceptée" (Petit Robert, p. 1537).

A mon avis, aucun travail sérieux ne peut se faire par des groupes d'enseignants de diverses régions si cette qualité première n'y est pas. Car le respect implique la tolérance et c'est par celle-ci qu'on peut créer les cadres pour un dialogue vrai. Respecter une opinion ne veut pas dire nécessairement qu'on la partage. Le respect des autres se reflète plus par nos attitudes que par les mots. Et nous savons qu'il faut beaucoup de temps pour changer les attitudes. Les rivalités régionales et linguistiques composent la définition même d'un espace comme celui du Canada. Comment reconvertir de telles rivalités en défis intéressants et positifs?

Avant d'illustrer à l'aide d'exemples ce que je viens de dire sur le respect, je voudrais que, dans l'établissement d'un dialogue au Canada, on puisse développer aussi un sentiment d'égalité entre les divers groupes régionaux d'enseignants, qu'ils soient anglophones ou francophones, Inuits ou Amérindiens, qu'ils viennent de l'ouest ou de l'est, qu'ils résident à Toronto ou à Medecine Hat. Objectivement parlant, les individus comme les groupes ne sont pas égaux dans le sens de pareil, ils sont différents; ce que je veux dire c'est que pour que la compréhension interrégionale puisse se développer, il faut que les groupes d'individus qui engagent un dialogue le fassent à partir d'un sentiment d'égalité. Une équipe X a quelque chose à apprendre à l'équipe Y même si l'équipe X vient de Kamloops et que l'équipe Y vient de Toronto. Si un groupe se sent inférieur vis-à-vis d'un autre, il peut se produire trois choses:

- a) il peut réagir devant ce sentiment d'infériorité et être capable de le combattre assez pour pouvoir travailler sur une base égalitaire;
- b) il devient de plus en plus dépendant de l'autre groupe et il peut se produire une certaine forme d'acculturation ou d'aliénation;
- c) il peut se produire un conflit surtout si l'autre groupe ne saisit pas correctement la situation du groupe inférieur.

Nombreux pensent encore que le Canada est une réalité assez simple. Si vous êtes francophone, surtout du Québec, vous croyez que le groupe anglophone est assez homogène pour ne pas dire monolithique; étant donné qu'ils parlent la même langue, ils sont plus ou moins semblables, dira-t-on. J'imagine qu'un anglophone de l'ouest, ou même de l'Ontario, croit encore plus fermement au monolithisme des francophones. Nous savons bien

qu'il n'y a monolithisme, ni pour le groupe anglophone, ni pour le groupe francophone.

Or, j'ai l'impression qu'au début de la Fondation, plusieurs personnes partageaient plus ou moins cette conception monolithiste des deux groupes linguistiques. Il fallait, semble-t-il, encourager le dialogue entre francophones et anglophones, établir des liens fonctionnels entre ces deux solitudes. Il est évident qu'on devait mettre l'accent sur ce genre d'initiative et qu'à l'avenir il faudrait l'encourager encore plus. Nous voulions établir un pont pour relier deux rives d'un fleuve immense, mais nous avons oublié que pour bâtir un tel pont, on devait en construire de plus petits pour franchir d'autres rivières parallèles et qu'en oubliant de les construire, nous n'aurions jamais pu arriver à bâtir celui auquel la Fondation consacrait tant d'énergie.

Permettez-moi d'illustrer cette analogie: quand on a créé le Projet Canada Atlantique (PCA), on y a intégré le Projet des francophones de l'Atlantique (PROFAT). Géographiquement parlant, la chose était fort acceptable. Cependant, après quelque temps de cohabitation, on s'est vite aperçu que les priorités de PROFAT s'intégraient difficilement aux objectifs de PCA.

Les francophones de l'Atlantique ont voulu établir des ponts entre les divers groupes fort dispersés en Acadie. C'était la première tâche à accomplir, ils avaient trop peu de temps pour diluer leurs efforts à l'intérieur du Projet Canada Atlantique; d'ailleurs, les gens de PCA avaient leurs propres défis à relever. Toujours est-il que les équipes d'enseignants de PROFAT ont pu établir des liens fonctionnels entre elles. On aurait pu penser après cela que leur intégration dans PCA eût été plus facile. Tel ne fut pas le cas. Etant donnée la situation minorisée des francophones de l'Atlantique, il était tout-à-fait normal qu'ils cherchent à établir des liens plus étroits avec les autres francophones du pays et principalement avec le Québec.

De telles initiatives ont amené le développement de relations très fonctionnelles et enrichissantes entre diverses équipes du Canada francophone. Dans plusieurs cas cette collaboration fut de haute qualité et fort efficace. Les équipes de la Fondation au Québec et principalement celle de la région de Québec ont pu apprécier leurs collègues de l'Acadie. Des échanges d'étudiants, des séminaires et des rencontres de toutes sortes ont permis de cimenter des liens entre ces deux groupes francophones. Les Acadiens n'ont pas vis-à-vis des Québécois des sentiments toujours positifs et le manque de communication de ces deux communautés a entraîné avec le temps des incompréhensions. Depuis que ces groupes travaillent ensemble sur une base égalitaire et avec de plus en plus de respect les uns envers les autres, je puis affirmer qu'une meilleure compréhension existe et en ce sens, certains objectifs de la Fondation s'actualisent.

A mon avis, cette prise de conscience (je devrais dire cette reprise de

conscience) des milieux francophones du Canada doit être fortement encouragée car, depuis les années 60, le Québec a eu tendance à négliger les communautés francophones hors de ses frontières. Le respect et le développement d'une francophonie canadienne dans le domaine de l'éducation constituent l'une des priorités de la Fondation d'études du Canada.

Certains ont pensé que telle façon de faire pouvait peut-être encourager la cristallisation des deux grandes solitudes au Canada. Le fossé qui a créé ces deux solitudes a plusieurs causes dont l'une est importante: le groupe francophone, et c'est particulièrement vrai de celui hors du Québec, n'a jamais pu, et c'est encore relativement vrai aujourd'hui, se sentir respecté dans ses droits et, par conséquent, comment pouvons-nous faire exister un sentiment d'égalité? Dans l'établissement d'une compréhension interrégionale et interlinguistique au Canada, il est essentiel, avant d'établir un pont entre ces "deux Canada", qu'on corrige intelligemment les causes qui créent ce fossé.

Je viens de vous donner un exemple concernant les francophones, mais je pourrais souligner d'autres problèmes de communication interrégionale. Etant donné que je suis dans l'extrême ouest du pays, je prendrai un exemple qui démontre bien que les relations basées sur un sentiment d'égalité et de respect réciproque entre l'ouest du pays et l'Ontario par exemple ne sont pas toujours d'un très haut niveau. Ici, les gens de l'ouest n'ont-ils pas l'impression que l'Ontario semble profiter un peu trop de sa proximité du gouvernement fédéral d'Ottawa? Ne sentent-ils pas chez beaucoup d'Ontariens une forme d'arrogance peu acceptable? N'ont-ils pas l'impression que les politiques canadiennes sont assez semblables à celles de l'Ontario même? Ne sentent-ils pas qu'ils sont trop ignorés quand c'est le temps de prendre des décisions importantes? Bref, je pourrais ajouter bien d'autres frustrations que ressentent, à tort ou à raison, les gens de l'ouest. Bien entendu, l'ouest n'est pas un bloc monolithique et, d'une province à l'autre, il y a aussi différents points de vue qui ne sont pas toujours conciliables.

Dans l'ensemble de la phase 1 de la Fondation d'études du Canada, si nous n'avons pas réussi à construire ce pont pour relier les deux rives d'un fleuve immense, je dois affirmer que plusieurs ponts secondaires ont été bâtis et les approches pour le pont principal de la compréhension interrégionale sont presque terminées.

Maintenant que nous abordons la phase 2 de la Fondation, comment allons-nous encore mieux réaliser notre grand objectif de compréhension interprovinciale dans le domaine des études canadiennes? La première phase a permis de constituer d'excellentes équipes d'enseignants dont plusieurs pourront devenir des ressources pour initier d'autres équipes. Voilà donc un premier acquis. Etant donné que le Conseil des ministres de l'éducation est impliqué financièrement dans la réalisation de la phase 2, il

m'apparaît correct d'affirmer que les ministères d'éducation ouvriront un peu plus grandes leurs portes afin d'aider la Fondation à mieux réaliser ses objectifs; voilà un deuxième acquis. Plusieurs organismes gouvernementaux et para-gouvernementaux ont appris à mieux connaître la Fondation durant sa première phase; il me semble que ceux-ci pourront augmenter nos chances de succès. Les associations d'enseignants de plusieurs provinces ont été indispensables dans la réalisation des objectifs de la Fondation durant sa phase I; j'imagine qu'elles continueront à nous aider. D'ailleurs la Fondation sera ce que les équipes de projets seront car le travail réel se fera à ces niveaux.⁵

En résumé, les ressources humaines et institutionnelles dans les diverses provinces du Canada existent quantitativement et qualitativement pour le développement d'une compréhension donc l'enseignement des études canadiennes. Mais comment actualiser ce dialogue et le rendre plus opérant? Je ne crois pas qu'il soit difficile d'élaborer toute sorte de matériel en études canadiennes pour nos écoles; le problème n'est pas à ce niveau: encore faut-il que ledit matériel soit de bonne qualité. Il faut changer beaucoup de nos attitudes stéréotypées en apprenant à respecter ce qui est différent ou de ce qui n'est pas comme nous. Il nous faut voir les réalités en leur totalité. Il faut changer nos comportements et acquérir le sens des contingences et ne pas se river impunément sur l'aléatoire, source de préjugés.

J'ose espérer que le succès de la Fondation d'études du Canada viendra du fait qu'elle aura été un moteur pour le développement en études canadiennes en promouvant ces qualités premières de toute relation humaine: le respect et le sentiment d'égalité entre tous les élèves et étudiants de toutes les provinces du Canada; si cela devenait une réalité, je crois que notre collaboration à l'UNESCO dans la réalisation de ses objectifs deviendrait encore plus positive et efficace.

NOTES

Cet article est basé sur un discours prononcé le lundi 11 août 1975, à l'Université de la Colombie-Britannique, dans le cadre de la conférence annuelle de l'Association canadienne des sciences sociales, sous le titre: "L'Enseignement des études canadiennes dans nos écoles: difficultés et problèmes." Quelques modifications ont été apportées au texte dans le but de sa publication.

1. Voir l'étude menée par A. B. Hodgetts qui s'intitule: *Quelle culture? Quel héritage?* Une étude de l'éducation civique au Canada. O.I.S.E., Toronto, 1968.
2. *Contact* est un bulletin publié par la Fondation d'études du Canada. Déjà plus d'une vingtaine de numéros ont fait leur apparition. Dans *Contact*, vous pourrez trouver de bonnes descriptions de divers projets de la Fondation.
3. *Rapport de la Commission d'évaluation sur la Fondation d'études du Canada*; par Bernier, Duckworth, Lécuyer, Sutherland.
4. Ces deux grands thèmes ont fait l'objet de plusieurs réunions. Celle d'Ottawa, du 24 au 26 mai 1975, a permis de réunir plus de 125 enseignants et cadres scolaires de toutes les

régions du Canada anglophone et francophone. C'est au colloque d'Ottawa que lança concrètement la phase 2 de la Fondation d'études du Canada.

5. Organigramme de la Fondation d'études du Canada (phase 2): Conseil d'administration (Board of Trustees); Comité consultatif (Advisory Panel); Comité exécutif; *La Direction* assumée par un *directeur* et un *directeur associé*; responsables thématiques et régionaux; directeurs de projets; équipes d'enseignants.

La Fondation a des liens étroits avec la plupart des organismes d'éducation au Canada.